



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_36-DE

DÉLIBÉRATION

2021/36

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ASSOCIATION DES MAIRES ET DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ DU PAS-DE-CALAIS ET LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 30 Septembre 2021 à 8 heures 30, à la Salle des Fêtes de BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

Monsieur le Président expose que l'Association des Maires et des Présidents d'Intercommunalité du Pas-de-Calais (AMF 62) a notamment pour objet de faciliter aux Maires et Présidents des intercommunalités du département l'exercice de leurs fonctions en leur apportant des conseils, de la formation, de la documentation. L'AMF 62 constitue un véritable service de proximité pour les communes et leurs groupements.

.../

/...

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le



ID : 062-286200027-20210930-2021_36-DE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais (CDG 62) est le partenaire naturel et privilégié des collectivités et établissements publics du département avec lesquels il a un lien organique. Il accompagne 1 250 collectivités et assure la gestion de carrière de 21 000 agents. Il est un lieu ressources pour toutes les informations liées à la Fonction Publique Territoriale.

Les activités de conseils et les prestations du CDG 62 évoluent régulièrement afin de s'adapter aux attentes des Maires et Présidents des groupements de collectivités. Il inscrit dans ses modes d'actions l'expertise et la proximité.

Dans une volonté commune de synergies en direction des élus et de complémentarités des actions, l'AMF 62 et le CDG 62 souhaitent formaliser leur partenariat par une convention afin de travailler ensemble sur :

- la responsabilité en qualité d' « employeur » des Maires et Présidents ;
- l'éthique dans les collectivités et établissements ;
- la transition numérique.

Pour toutes les questions ou demandes de précision concernant ces champs, l'AMF 62 orientera ses adhérents vers les services du CDG 62, lesquels services feront diligence à apporter une réponse.

Chaque année, dans le cadre du renforcement de leur coopération, les parties conviendront d'un programme de travail pouvant comporter l'élaboration de documents communs, et concevoir ensemble des événements communs.

Cette convention s'inscrit dans les partenariats en cours ou à venir entre la Fédération Nationale des Centres de Gestion (FNCDG) et l'Association des Maires de France (AMF).

La mise en œuvre de la convention n'entraîne aucun engagement financier des parties. Elle sera conclue pour une durée de six ans à compter du 7 octobre 2021.

Monsieur le Président propose donc au Conseil d'Administration de l'autoriser à signer la convention à intervenir avec l'AMF 62 selon laquelle les parties arrêtent le principe de relations et d'échanges afin de renforcer la coopération technique en direction des élus membres de l'AMF 62.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *AUTORISE* le Président à signer la convention de partenariat entre l'Association des Maires et des Présidents d'Intercommunalité du Pas-de-Calais et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 30 septembre 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY

CONVENTION

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ASSOCIATION DES MAIRES ET DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ DU PAS-DE-CALAIS ET LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS

Préambule

L'Association des Maires et des Présidents d'Intercommunalité du Pas-de-Calais (AMF62) a pour objet de faciliter aux Maires et Présidents des Intercommunalités du département l'exercice de leurs fonctions en leur apportant des conseils, de la formation, de la documentation, en représentant et en défendant leurs intérêts auprès des autorités administratives locales comme nationales.

L'AMF62 constitue un véritable service de proximité pour les communes et leurs groupements. Elle est par ailleurs agréée par le Ministère de l'Intérieur pour dispenser de la formation aux élus locaux dans les domaines touchant à l'accomplissement de leur mission avec l'aide des organismes ad-hoc afin de répondre à leurs obligations.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais (CDG62) est le partenaire naturel et privilégié des collectivités et établissements publics du département avec lesquels il a un lien organique. Il accompagne 1 250 collectivités et assure la gestion de carrière de 21 000 agents.

Il est un lieu de ressources pour la Fonction Publique Territoriale. Ses activités de conseils et de prestations évoluent régulièrement afin de s'adapter aux attentes des Maires et Présidents des groupements de collectivités. Il inscrit son action à la fois dans l'expertise et la proximité.

Dans une volonté commune de synergies en direction des élus et de complémentarités des actions, l'AMF62 et le CDG 62 ont décidé de formaliser leur partenariat par une convention afin de travailler ensemble sur la responsabilité d'employeur des Maires, l'éthique et les collectivités et la transition numérique.

Cette convention s'appuie également sur les partenariats en cours ou à venir entre la Fédération Nationale des Centres de Gestion (FNCDG) et l'Association des Maires de France, l'AMF.

Entre l'AMF 62 représentée par son Président Monsieur Frédéric LETURQUE agissant selon les termes de la délibération du Conseil d'Administration de l'AMF 62 en date du _____

Et

Le CDG 62 représenté par son Président Monsieur Joël DUQUENOY agissant selon les termes de la délibération du Conseil d'Administration du CDG 62 en date du _____

Il a été convenu ce qui suit,

Article 1 : Objet de la convention et attentes des parties

La convention a pour objet de mettre en œuvre des principes de relations et d'échanges afin de renforcer la coopération technique en direction des élus membres de l'AMF62.

Les attentes des parties sont les suivantes :

- Pour l'AMF62 le partenariat permettra de relayer les questionnements des élus en termes de problématiques ressources humaines
- Pour le CDG62 ce partenariat permettra de parfaire sa connaissance des besoins des employeurs publics locaux de diffuser de l'information concernant ses missions et leur développement et de renforcer encore plus sa relation de proximité aux collectivités.

Article 2 : Contributions respectives

L'AMF62 et le CDG62 travailleront à l'élaboration de documents communs, à la co-organisation d'actions événementielles ou de sensibilisation à destination des élus notamment dans les domaines suivants :

- Les Maires employeurs : dans le cadre de leur rôle d'employeur, les maires ont à faire face à une réglementation abondante et contraignante, le CDG62 leur fournira les éléments nécessaires pour piloter leur politique RH : anticipation et accompagnement des réformes nationales, et notamment la poursuite de la mise en œuvre de la loi de transformation de la Fonction Publique, de la réforme de la santé au travail, des instances médicales, de la protection sociale complémentaire, de la négociation collective dans la Fonction Publique, des enjeux d'actualité autour de la qualité de vie et santé au travail, l'égalité professionnelle, l'attractivité de la Fonction Publique Territoriale.
- Les Maires et l'éthique : le législateur a mis en place plusieurs dispositifs renforçant le respect des devoirs et obligations des agents de la fonction publique et les responsabilités des autorités territoriales.

Le CDG62 exerce le rôle de référent déontologue, alerte éthique et référent laïcité, il met en place pour les collectivités qui le souhaitent un dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement moral ou sexuel ou agissements sexistes.

Les transitions numériques : avec une meilleure connaissance des outils fournis par les opérateurs publics de service numérique et garantissant à tous les élus de disposer des éléments nécessaires pour construire et mettre en œuvre leur stratégie numérique (démarche administratives en ligne, dématérialisation des actes, protection des données...)

Pour toutes les questions ou demandes de précision concernant ces champs, l'AMF 62 orientera ses adhérents vers les services du Centre de Gestion, lesquels services feront diligence à apporter une réponse.

Article 3 : Modalités de mise en œuvre

La mise en œuvre de la présente convention n'entraîne aucun engagement financier des parties.

En début d'année les parties conviennent de se rencontrer pour étudier et préparer les axes de collaboration (thématiques traitées, formes de présentation, événements communs, calendrier.) Ces axes de collaboration pourront engager le cas échéant une déclinaison pluriannuelle.

Le cas échéant en fonction des thèmes d'actualités, le programme annuel de collaboration pourra être amendé par accord entre les parties.

Les parties dresseront un bilan particulier de leur collaboration, qui sera présenté à leur Conseil d'Administration respectif.

Les parties désignent leurs directeurs afin de mettre en œuvre la présente convention.

Article 4 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de six ans à compter du 7 octobre 2021.
Chaque partie peut y mettre fin sans motivation et à sa convenance.

Fait à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le _____

Pour l'AMF 62,

Le Président,

Frédéric LETURQUE

Pour le CDG 62,

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_37-DE

DÉLIBÉRATION

2021/37

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE - RISQUE PREVOYANCE – **RELANCE DU CONTRAT GROUPE**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 30 Septembre 2021 à 8 heures 30, à la Salle des Fêtes de BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etait également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 25,

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la Fonction Publique,

Vu le décret 2011-1474 du 8 novembre 2011 modifié, relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

.../

/...

Vu la délibération n° 2016/25 du 10 juin 2016 autorisant le lancement des procédures relatives à la mise en place par notre établissement de la protection sociale complémentaire des agents des collectivités et établissements du département du Pas-de-Calais et ceci pour les risques santé et prévoyance,

Vu la délibération n° 2018/35 du 11 juillet 2018 portant désignation des candidats retenus sur les risques susvisés,

Monsieur le Président informe le Conseil d'Administration que notre établissement s'est rendu destinataire d'un courrier du 28 juin 2021 envoyé par CNP Assurances relatif à la dégradation de la sinistralité du contrat de prévoyance – maintien de salaire, et indiquant qu'à défaut d'aménagements tarifaires et des conditions de prise en charge avant le 31 octobre 2021, l'assurance se verrait contrainte de dénoncer le contrat à effet du 1^{er} janvier 2022.

Malgré les réunions de travail et les nombreux échanges depuis juillet 2021, et une dernière réunion organisée dans les locaux de la CNP le 10 septembre 2021, aucune solution n'est en mesure de satisfaire les différentes parties.

Dès lors et afin de continuer à assurer la couverture du personnel territorial, il vous est proposé de relancer le contrat protection sociale complémentaire prévoyance pour une mise en place effective au 1^{er} janvier 2022.

La délibération qui vous est ainsi présentée tend à permettre de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de mettre à disposition des collectivités et établissements, et par là même des agents, les moyens de couvrir le risque prévoyance.

Ce risque concerne :

- l'incapacité ;
- l'invalidité ;
- la perte de retraite pour invalidité ;
- le décès et la perte totale et irréversible d'autonomie.

Il importe de préciser que le contrat actuel comporte 322 collectivités et établissements adhérents regroupant plus de 11 000 agents et que ce contrat courrait depuis le 1^{er} janvier 2019 soit une dénonciation au bout de trois années de fonctionnement sur les six ans initialement prévus.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* le Président à prendre toutes les dispositions nécessaires quant à la relance de notre contrat protection sociale complémentaire – prévoyance afin de mettre à disposition des collectivités et établissements, et par là même des agents, les moyens de couvrir lesdits risques par une convention de participation ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer la convention de participation afférente à cette procédure.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 30 septembre 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_38-DE

DÉLIBÉRATION

2021/38

ADHESION DU CDG 62 AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT D'ELECTRICITE, DE FOURNITURES ET DE SERVICES ASSOCIES DE LA FEDERATION D'ELECTRICITE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 30 Septembre 2021 à 8 heures 30, à la Salle des Fêtes de BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etait également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu que depuis le 1^{er} juillet 2004, le marché de l'électricité est ouvert à la concurrence pour tous les consommateurs professionnels ;

Vu que cette ouverture s'est élargie aux particuliers au 1^{er} juillet 2007 ;

Vu qu'aujourd'hui, conformément à l'article L331-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'électricité peut choisir un fournisseur que le marché et s'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par les opérateurs historiques ;

.../

/...

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le



ID : 062-286200027-20210930-2021_38-DE

Vu que les personnes publiques font partie de cet ensemble de consommateurs pouvant bénéficier des offres de marché ;

Vu que, pour leurs besoins propres d'énergie, ces personnes publiques – et notamment les collectivités territoriales – doivent recourir aux procédures prévues par le Code de la Commande Publique afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappelle l'article L. 331-4 de Code de l'énergie ;

Vu les dispositions du Code de la Commande Publique concernant les groupements de commandes figurant aux articles L. 2113-6 et suivants ;

Vu l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux groupements de commandes ;

Vu la délibération de la FDE 62 du Conseil d'Administration en date du 27 mars 2021 ;

Vu le courrier transmis par la FDE 62 en date du 4 août 2021 et joint en annexe de cette délibération ;

Considérant qu'il est de l'intérêt du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais d'adhérer à un groupement de commandes pour l'achat d'électricité et la fourniture de services associés pour ses besoins propres ;

Considérant qu'au regard de son expérience, la FDE62 entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement pour le compte de ses adhérents ;

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *APPROUVE* l'acte constitutif du groupement de commandes (version 2021) pour l'achat d'électricité, de fournitures et de services associés, coordonné par la FDE62 en application de sa délibération du 27 mars 2021 et décide d'adhérer au groupement.
- ♦ *APPROUVE* la participation financière fixée et révisée conformément à l'article 7 de l'acte constitutif.
- ♦ *AUTORISE* Monsieur le Président du Centre de Gestion à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération, notamment à signer le formulaire d'adhésion au groupement de commandes.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 30 septembre 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



Envoyé en préfecture le 04/10/2021
Reçu en préfecture le 04/10/2021
Affiché le
ID : 062-286200027-20210930-2021_38-DE

Dainville, le 4 août 2021

Madame, Monsieur le Président

Objet : Modification de l'acte constitutif Electricité

Madame, Monsieur le Président,

Vous êtes actuellement membre du groupement de commandes d'achat d'Electricité.

Les conditions d'adhésions à ce groupement de commandes sont définies dans un acte constitutif.

Cet acte constitutif a été rédigé au démarrage de la mise en place des groupements de commandes d'achat d'électricité par la FDE 62.

Depuis cette date,

❶ **Les missions réalisées par la FDE 62, et dont les membres bénéficient, se sont développées.**

Dans le cadre des groupements de commandes de l'achat d'énergie, le membre accède :

- ✦ A des prix négociés par la FDE 62 à la maille du département de façon simple,
- ✦ Aux services que la FDE 62 intègre dans son marché,
- ✦ Aux compétences et à l'expertise de la FDE 62 pour réaliser le marché,
- ✦ A l'assistance de la FDE 62 en cas de difficulté avec les fournisseurs,
- ✦ Aux contrôles de facturation réalisés par la FDE 62, par échantillonnage et de manière systématique,
- ✦ Aux négociations des avenants obligatoires qui sont réalisés par la FDE 62 comme pour le marché de capacité par exemple.

❷ **Le nombre d'adhérents ne cesse de continuer d'augmenter :**

- ✦ 811 pour le premier marché Electricité
- ✦ 981 pour le dernier marché Electricité lancé par la FDE 62 (+ 21 %)

La prestation de récupération des données par la FDE 62 auprès de chaque membre, représentant la même charge de travail quel que soit le membre, s'est donc amplifiée.

Du fait de ces évolutions majeures, et alors que l'acte constitutif n'avait pas été modifié depuis sa création, la FDE 62 a adapté l'acte constitutif du groupement de commandes Electricité.

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_38-DE

Ce nouvel acte constitutif est joint au courrier.

Les modifications sont les suivantes :

① Concernant la refacturation des frais de fonctionnement :

- Application d'un plancher de 50 € au montant facturé par les membres,
- Modification du plafond des frais afférent au fonctionnement du groupement, répartis sur l'ensemble des membres.

Dans ce nouvel acte constitutif, il est de 200 000 € (au lieu de 150 000 €).

- Ce montant est partagé entre tous les membres, toujours plus nombreux, au vu de leurs consommations
- Il permettra l'achat d'un logiciel qui nous assistera dans le contrôle systématique de toutes les factures de l'ensemble des membres.

② Concernant l'ouverture du groupement de commandes d'achat d'énergie, toutes les entités publiques et privées peuvent adhérer si au moins un de leurs sites se situe sur le Pas de Calais.

Afin de confirmer votre adhésion à notre groupement de commandes, **il est nécessaire de prendre une délibération d'adhésion au groupement de commandes sur la base de ce nouvel acte constitutif.**

Les conditions de ce nouvel acte constitutif seront prises en compte dès le prochain marché d'achat d'électricité, pour les sites d'une puissance inférieure ou égale à 36 kVA, qui sera lancé prochainement par la FDE 62.

Nous vous saurions gré de nous transmettre votre nouvelle délibération ainsi que l'annexe d'adhésion à l'acte constitutif **avant le 30 octobre 2021.**

Sans transmission de votre nouvelle délibération et de l'annexe d'adhésion, vous ne pourrez pas participer aux prochains appels d'offres et bénéficier des prix négociés par la FDE 62 à la maille du département.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez à prendre contact avec la FDE 62 – Mme Audrey VASSEUR au 06 70 05 00 22 / 03 21 51 80 33 ou par mail : achat-energie@fde62.fr.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Président



Michel Sergent

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_38-DE



Acte constitutif

Du groupement de commandes
pour l'achat d'électricité et la
fourniture de services associés

Version 2021

Préambule

Depuis le 1^{er} juillet 2004, **le marché de l'électricité** est ouvert à la concurrence pour tous les consommateurs professionnels. Cette ouverture s'est élargie aux particuliers au 1^{er} juillet 2007. Aujourd'hui, conformément à **l'article L331-1** du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'électricité peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par l'opérateur historique.

Les personnes publiques font partie des consommateurs pouvant bénéficier des offres de marché. Toutefois, pour leurs besoins propres en énergie, ces personnes publiques et notamment les collectivités territoriales doivent respecter les règles de la commande publique afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappelle **l'article L. 331-4** du Code de l'énergie. Depuis le 1^{er} avril 2019, la réglementation relative aux marchés publics relève du Code de la commande publique (« CCP »).

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2016, les tarifs réglementés de vente d'électricité ont été supprimés pour les sites dont la puissance souscrite dépasse 36 kVA, en application de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014, relative à la consommation.

Dans ce cadre, **le regroupement des acheteurs publics** d'électricité, pour la fourniture et les services associés, est un outil qui a vocation à permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}. Objet

Le présent acte constitutif a pour objet la constitution d'un groupement de commandes (ci-après « le groupement ») sur le fondement des dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du CCP et d'en définir les modalités de fonctionnement.

A travers la signature du présent acte constitutif par le représentant du coordonnateur du groupement (tel que défini et désigné dans l'article 3 du présent acte) et celle du formulaire d'adhésion joint en annexe par chacun des membres, le présent acte prend la forme d'une convention constitutive signée par les membres du groupement au sens de l'article L. 2113-7 du CCP. L'exemplaire original de la convention est conservé par le coordonnateur. La liste des membres est accessible à toute personne en faisant la demande, notamment aux membres du groupement.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

Article 2. Nature des besoins visés par le présent acte constitutif

Le groupement constitué par le présent acte constitutif vise à répondre aux besoins récurrents des membres dans les domaines suivants :

- Fourniture et acheminement d'électricité
- Fournitures de services associés à la fourniture d'électricité.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins pourront constituer des marchés publics ou des accords-cadres au sens des dispositions du code de la commande publique.

Article 3. Désignation, rôle et obligations du coordonnateur

3.1. La FDE62 (ci-après le "coordonnateur") est désigné coordonnateur du groupement par l'ensemble des membres.

3.2. Le coordonnateur a la charge de l'intégralité de la procédure de passation et de la conclusion des marchés et accords-cadres, au nom et pour le compte des acheteurs concernés, dans le respect des dispositions de l'article L2113-7 du CCP. Il assure de la même façon la passation des marchés subséquents conclus sur le fondement des accords-cadres.

A ce titre, il est notamment chargé :

- D'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalablement établie par le coordonnateur en concertation avec les membres dans les conditions précisées à l'article 5 ci-après. À cette fin, le coordonnateur est habilité par les membres à solliciter, en tant que de besoin, auprès du gestionnaire du réseau de distribution et des fournisseurs d'énergie, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison.
- D'organiser les procédures de consultation et de procéder notamment, à ce titre, au choix des procédures et des montages contractuels appropriés, ainsi que d'élaborer les documents de consultation et les pièces des marchés en fonction des besoins définis par les membres.
- D'assurer les opérations de sélection des cocontractants dans le respect des règles applicables à chaque type de procédure en assurant notamment la publicité préalable, la sélection des candidatures, le choix des offres et l'information des candidats et soumissionnaires.
- De signer les contrats au nom et pour le compte des acheteurs concernés.
- De notifier les contrats aux titulaires, de les transmettre aux autorités de contrôle et d'assurer lorsque c'est nécessaire leur publicité et les obligations de transparence notamment celles définies aux articles R 2184-1 et suivants du CCP.

Le coordonnateur devra transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concerne. Dans le cadre des marchés de fourniture d'électricité, il transmet notamment les nouveaux prix de règlement résultant de l'application de la clause de variation de prix et certifie la validité des modalités de leur calcul.

Il tiendra également à la disposition des membres les informations relatives à l'activité du groupement.

De façon générale, le coordonnateur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que les marchés et accords-cadres conclus dans le cadre du groupement répondent au mieux aux objectifs de performance des membres en matière de commande publique, en favorisant notamment la réalisation d'économies d'échelle, en particulier pour ce qui concerne l'achat en commun d'électricité.

Enfin, le coordonnateur a également pour mission de gérer le précontentieux et le contentieux afférents à la passation des marchés et accords-cadres. Il doit informer les membres du groupement de toute réclamation ou recours intenté contre les contrats passés par le groupement.

3.3. Le coordonnateur a également la charge de la préparation et la conclusion des avenants au nom et pour le compte des acheteurs concernés.

Article 4. Commission d'appel d'offres

Dans les cas prévus à l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales, les contrats seront attribués par une commission d'appel d'offres, qui sera celle du coordonnateur, conformément aux dispositions de l'article L.1414-3-II du même code

Article 5. Missions et obligations des membres

5.1. Les membres ont la charge, chacun en leur nom propre et pour leur propre compte de la bonne exécution des marchés.

5.2. Par ailleurs, les membres devront assurer les obligations suivantes :

- Communiquer avec précision leurs besoins au coordonnateur en vue de la passation des marchés et accords-cadres.
- Informer le coordonnateur et les autres membres de la bonne exécution des marchés et de toute difficulté rencontrée.
- Participer financièrement aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 7 ci-après.

Pour ce qui concerne la fourniture et l'acheminement d'électricité, les membres s'engagent à communiquer avec précision leurs besoins au coordonnateur et, en particulier, à veiller à la bonne définition des points de livraison devant relever des accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

À ce titre, lors de la préparation des documents de consultation, le coordonnateur pourra, sur la base des informations dont il dispose, notifier aux membres une liste des points de livraison envisagés en vue d'être inclus aux accords-cadres et/ou marchés à intervenir.

À défaut de réponse écrite expresse des membres dans un délai raisonnable fixé par le coordonnateur et qui ne saurait être inférieur à un mois à compter de cette notification, les points de livraison ainsi définis seront inclus par le coordonnateur à l'accord-cadre et/ou au marché.

Une fois inclus aux marchés et accords-cadres passés dans le cadre du groupement et pendant toute la durée de validité de ceux-ci, les points de livraison ne pourront plus donner lieu à la conclusion de nouveaux marchés ou accords-cadres qui seraient directement passés par les membres en dehors du présent groupement et ayant aussi pour objet, même non-exclusif, la fourniture d'électricité.

5.3. Concernant l'acheminement d'électricité, les membres s'engagent à conclure un contrat d'accès au réseau de distribution (CARD) dans les cas exigés par le gestionnaire du réseau de distribution.

Article 6. Responsabilité

Les membres du groupement ne sont solidairement responsables que des opérations de passation, qui sont menées conjointement, en leur nom et pour leur compte par le coordonnateur.

Chacun des membres demeure ensuite responsable à titre personnel des obligations qui lui incombent pour les opérations d'exécution dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte, conformément à l'article L. 2113-7 du CCP.

Article 7. Frais de fonctionnement

7.1. La mission de coordonnateur est exclusive de toute rémunération.

Toutefois, le coordonnateur est indemnisé des frais afférents au fonctionnement du groupement par une participation financière versée par les membres à chaque consultation et dès lors que les besoins des membres sont intégrés à cette consultation.

7.2. Pour chaque consultation, le montant de l'indemnité versée par chaque membre au coordonnateur est calculé de la façon suivante :

$$Pc = C \times \left(\frac{Vc}{Vt} \right)$$

Où :

Pc : Montant de l'indemnité versée par chaque membre à chaque consultation. En tout état de cause, le montant ainsi facturé sera à minima de 50 € par membre, quelle que soit la consommation Vc. En outre, ce montant sera plafonné à 0,5 % du montant estimé sur la durée du marché, dans la limite de 2 500 € par année de marché et à minima sera de 50 €.

C : Frais afférents au fonctionnement du groupement, supportés par le coordonnateur. Pour chaque consultation, ces frais sont établis sur la base des coûts réellement supportés par le coordonnateur et plafonnés à 200 000 € par procédure.

Vc : consommation, exprimée en MWh/an, sur la base des informations transmises par le fournisseur après le démarrage du marché après la première année de fourniture.

Vt : consommation, exprimée en MWh/an, de l'ensemble des membres du groupement participant à la consultation.

Article 8. Durée et dissolution du groupement

Le groupement ayant pour objet un achat répétitif est institué à titre permanent.

Article 9. Adhésion et retrait des membres

Le groupement est ouvert à toutes les personnes désignées au I de l'article L. 2113-6 du CCP et dont au moins un site se situe dans le département du Pas-de-Calais.

Conformément à l'article précité, les personnes morales de droit privé qui ne sont pas des acheteurs soumis aux dispositions du CCP devront appliquer, pour les achats réalisés dans le cadre du Groupement, les règles prévues par ce code.

Chaque membre adhère au groupement par une décision prise selon ses règles propres. Cette décision est notifiée au coordonnateur avec le formulaire d'adhésion prévu en annexe, dûment signé par le représentant légal du membre.

L'adhésion des personnes relevant du Code général des collectivités territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ce Code.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. Toutefois, un nouveau membre ne saurait prendre part à un accord-cadre ou un marché en cours de passation ou d'exécution au moment de son adhésion.

Le présent groupement est institué à titre permanent, mais chaque membre est libre de se retirer du groupement. Le retrait d'un membre du groupement est constaté par une décision selon ses règles propres. Cette décision est notifiée au coordonnateur. Le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours.

Article 10. Modification du présent acte constitutif

Les éventuelles modifications du présent acte constitutif du groupement doivent être approuvées dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur. La modification prend effet lorsque l'ensemble des membres a approuvé les modifications.

SIGNÉ LE

PAR LE PRÉSIDENT DE LA FDE62



Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_38-DE

Projet de délibération

Délibération à retourner à la FDE 62 une fois adoptée
avec le bulletin d'adhésion signé

O b j e t : Adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'électricité, de fournitures et de services associés [Acte constitutif Version 2021]

Le [organe délibérant]

Vu que depuis le 1^{er} juillet 2004, le marché de l'électricité est ouvert à la concurrence pour tous les consommateurs professionnels.

Vu que cette ouverture s'est élargie aux particuliers au 1^{er} juillet 2007.

Vu qu'aujourd'hui, conformément à l'article L331-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'électricité peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par les opérateurs historiques.

Vu que les personnes publiques font partie de cet ensemble de consommateurs pouvant bénéficier des offres de marché.

Vu que, pour leurs besoins propres d'énergie, ces personnes publiques — et notamment les collectivités territoriales — doivent recourir aux procédures prévues par le Code de la commande publique afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappelle l'article L. 331-4 du Code de l'énergie.

Vu les dispositions du Code de la commande publique concernant les groupements de commandes figurant aux articles L. 2113-6 et suivants

Vu l'article L. 1414-3 du Code général des collectivités territoriales relatif aux groupements de commandes

Vu la délibération de la FDE 62 du Conseil d'Administration en date du 27 Mars 2021,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de **< nom du Membre >** d'adhérer à un groupement de commandes pour l'achat d'électricité et la fourniture de services associés pour ses besoins propres,

Considérant qu'au regard de son expérience, la FDE 62 entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement pour le compte de ses adhérents,

D é l i b è r e :

Article 1^{er} : - Approuve l'acte constitutif du groupement de commandes (Version 2021] pour l'achat d'électricité, de fournitures et de services associés, coordonné par la FDE 62 en application de sa délibération du 27 Mars 2021 et décide d'adhérer au groupement.

Article 2 : - La participation financière de < **nom du Membre** > est fixée et révisée conformément à l'article 7 de l'acte constitutif.

Article 3 : - Autorise < **représentant légal du Membre** > à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération, notamment à signer le formulaire d'adhésion au groupement de commandes.

ANNEXE

A retourner à la FDE62

Formulaire d'adhésion

Au groupement de commandes pour l'achat de d'électricité et des services associés dont le coordonnateur est la Fédération départementale d'énergie du Pas-de-Calais. (Version 2021)

Vu le texte de l'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat D'ÉLECTRICITÉ, de fournitures et de services associés,

Vu la délibération de [organe délibérant], en date du [date] portant décision de [collectivité ou établissement] d'adhérer au groupement de commandes,

[collectivité ou établissement] adhère au groupement de commandes pour l'achat D'ÉLECTRICITÉ, de fournitures et de services associés.

[Prénom, nom, fonction]

[signature]

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_38-DE



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_39-DE

DÉLIBÉRATION

2021/39

COUTS LAUREAT 2020

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 30 Septembre 2021 à 8 heures 30, à la Salle des Fêtes de BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la Loi Hoeffel n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale le transfert de compétences des concours de la catégorie A et B (sauf A+) vers les Centres de Gestion,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique,

.../

/...

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le



ID : 062-286200027-20210930-2021_39-DE

Vu le décret n° 2009-1732 du 30 décembre 2009 fixant les modalités du transfert des missions et des ressources du centre national de la Fonction Publique Territoriale à certains Centres de Gestion en application de l'article 22-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération du 10 mars 2020 relative aux conditions de récupération et le paiement des coûts lauréats facturés au Centre de Gestion du Pas-de-Calais,

Vu la convention générale régionale Hauts-de-France relative aux modalités de remboursement des coûts engendrés par l'organisation des concours et examens de catégorie C et de la filière médico-sociale de catégorie A et B,

Monsieur le Président informe le Conseil d'Administration que, comme le précise l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les Centres de Gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens professionnels propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissement affiliés. Les collectivités et les établissements non affiliés remboursent aux Centres Départementaux de Gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit.

Il rappelle qu'en l'absence d'une convention passée en application du premier alinéa de cet article, les collectivités et établissements qui nomment un candidat inscrit sur une liste d'aptitude établie par un Centre de Gestion auquel ils ne se sont pas affiliés, lui remboursent, pour chaque candidat nommé, une somme égale aux frais d'organisation du concours ou de l'examen rapporté au nombre de candidats déclarés aptes par le jury. Cette somme est communément appelée « coût lauréat ».

La loi Hoeffel n°94-1134 du 27 décembre 1994, puis la loi du 19 février 2007 sont venues préciser et organiser le transfert de compétences des concours de la catégorie A et B (sauf A+) vers les Centres de Gestion. Ce transfert devant s'accompagner d'une compensation financière à hauteur des frais engagés, il est donc impossible de faire supporter aux collectivités et établissements le coût lauréat pour les concours et examens de catégories A et B. Ce principe a été confirmé par un arrêt du Tribunal Administratif de Melun n° 0908690/6 en date du 07 juin 2012.

Cependant pour les concours et examens professionnels de la catégorie C ne relevant pas des dispositions précitées, il nous appartient de fixer pour chaque concours et examen professionnel le coût lauréat correspondant aux frais engagés par notre établissement. Il convient donc de les fixer comme suit :

Concours année 2020	Frais d'organisation du concours	Nombre de lauréats	Coût lauréat
Adjoint administratif Principal de 2 ^{ème} Classe	196 549.18€	86	2 285.46€
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} Classe	68 885.43€	39	1 766.29€
Auxiliaire de Soins Principal de 2 ^{ème} Classe	37 539.05€	19	1 975.74€
Educateur des Activités Physiques et Sportives	118 844.95€	51	2 330.29€

.../

/...

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le



ID : 062-286200027-20210930-2021_39-DE

Examens Professionnels année 2020	Frais d'organisation de l'examen professionnel	Nombre de lauréats	Coût lauréat
Adjoint du Patrimoine Principal de 2 ^{ème} Classe	9 318.77€	15	621.25€
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} Classe	50 709.17€	65	780.14€
Agent Social Principal de 2 ^{ème} Classe	2 620.55€	1	2 620.55€

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* de fixer les coûts par lauréat des concours et examens professionnels pour l'année 2020, tel que proposé par son Président.
- ♦ *AUTORISE* le Centre de Gestion à encaisser les recettes correspondantes.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 30 septembre 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_40-DE

DÉLIBÉRATION

2021/40

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 30 Septembre 2021 à 8 heures 30, à la Salle des Fêtes de BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.
La secrétaire de séance désignée est Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 34 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 92-853 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des psychologues territoriaux ;

.../

/...

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le



ID : 062-286200027-20210930-2021_40-DE

Vu le décret n° 2006-1692 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu la délibération n° 2021/20 en date du 27 mai 2021 portant institution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Vu le précédent tableau des emplois modifié et adopté par l'organe délibérant en date du 08 juillet 2021;

Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il précise qu'il y a une nécessité de créer des emplois pour tenir compte des demandes des collectivités et établissements affiliés, assurer le bon fonctionnement des services du Pôle Ressources, mais aussi pour assurer l'évolution des postes de travail et des missions, notamment en matière de médecine préventive.

Il indique aussi qu'il appartient au Conseil d'Administration de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre les avancements de grade.

Le Président précise qu'afin de permettre les nominations des agents du Centre de Gestion, soit lauréats de concours, soit au titre de l'avancement de grade au choix ou après ou après obtention d'un examen professionnel, il est proposé la création de plusieurs postes et de modifier le tableau des effectifs en conséquence.

Le Président propose à l'assemblée :

- La création des emplois permanents, suivants :

Filière administrative

Cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux

- Un poste **de responsable de la paie**, à temps complet, au sein du service finances, de catégorie B, ouvert au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe;
- Un poste **de chargé de mission actes**, à temps complet, au sein du service Usages Numériques et Informatiques, de catégorie B, ouvert au grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe;
- Un poste **de responsable du suivi des droits syndicaux**, à temps non complet (quotité 20/35^{ème}) au sein du service finances, de catégorie B, ouvert au grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe
- Un poste **de chargé du suivi de la communication et des procédures concours**, à temps complet au sein du service concours, de catégorie B, ouvert au grade de rédacteur territorial

.../

/...

Filière culturelle

✚ Cadre d'emploi des adjoints territoriaux du patrimoine

- Un poste **d'agent en charge du classement, de l'élimination et du tri**, à temps complet, au sein du service archives et documentation, de catégorie C, ouvert au grade d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe

Filière médico- sociale

✚ Cadre d'emplois des psychologues territoriaux

- Un poste de **psychologue du travail** au sein du service de médecine préventive, ouvert au cadre d'emplois des psychologues territoriaux ;
Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra justifier des diplômes requis (licence et maîtrise de psychologie et DESS en psychologie ou DEA en psychologie comportant un stage professionnel) et d'une expérience professionnelle.
Les contrats relevant des articles 3-3 sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des psychologues territoriaux, au grade de psychologue de classe normale, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Le tableau des emplois permanents est ainsi modifié, comme suit :

Filière administrative**Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux**

Grade : rédacteur principal de 1^{ère} classe, à temps complet

✚ ancien effectif : 11 – nouvel effectif : 12

Grade : rédacteur principal de 2^{ème} classe, à temps complet

✚ ancien effectif : 3 – nouvel effectif : 4

Grade : rédacteur principal de 2^{ème} classe, à temps non complet (quotité 20/35^{ème})

✚ ancien effectif : 0 – nouvel effectif : 1

Grade : rédacteur territorial, à temps complet

✚ ancien effectif : 3 – nouvel effectif : 4

Filière culturelle**Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine**

Grade : adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe, à temps complet

✚ ancien effectif : 0 – nouvel effectif : 1

Filière médico- sociale**Cadre d'emplois des psychologues territoriaux**

Grade : psychologue de classe normale, à temps complet : - ancien effectif : 1- nouvel effectif : 2

.../

/...

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,


- *ADOpte* la modification du tableau des effectifs ainsi proposée, qui prendra effet à compter du 1^{er} octobre 2021;
- *PRÉCISE* qu'un tableau des emplois reprenant l'ensemble des postes et des emplois permanents et non permanents, est annexé au présent document ;
- *PRÉCISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 30 septembre 2021

le Président,

Joël DUQUENOY

TABLEAU DES EFFECTIFS AU 30 septembre 2021

Groupe hiérarchique		EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Agents en CDD de droit public	Agents stagiaires	Agents du service de remplacement	Fonctionnaires détachés sur emploi fonctionnel	Fonctionnaires détachés sur emploi de cabinet	Fonctionnaires en détachement de la Fonction Publique d'Etat	Fonctionnaires en congé parental	Fonctionnaires détachés	Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi (FMPE)	Fonctionnaires en décharge d'activité syndicale	Fonctionnaires en CLM et CLD	Fonctionnaires en attente d'expertise pour passage en Comité Médical	Fonctionnaires en arrêt pour accident de service	Fonctionnaires en congé pour maladie professionnelle	Fonctionnaires en disponibilité d'office	pour raisons de santé
EMPLOIS PERMANENTS																			
EMPLOIS DE COLLABORATEURS DE CABINET																			
	Collaborateur de cabinet	1	1																
EMPLOIS FONCTIONNELS																			
6	Directeur Général des Services (80 000 à 150 000 habitants)	1	1																
	Directeur Général Adjoint (40 000 à 150 000 habitants)	3	3																
FILIERE ADMINISTRATIVE																			
	Administrateur général	1	0																
	Directeur	1	0																
	Attaché hors classe	1	0																
5	Attaché principal	3	1																
	Attaché	6	5																
4	Rédacteur principal de 1ère classe	12	10										1						
	Rédacteur principal de 2ème classe	4	3																
	Rédacteur principal de 2ème classe à temps non complet (20H)	1	0																
3	Rédacteur	4	2																
	Rédacteur à temps non complet (20H)	1	1																
2	Adjoint administratif principal de 1ère classe	18	17			3										1			
	Adjoint administratif principal de 2ème classe	16	12			3								2					
1	Adjoint administratif	17	15	2	1									1					
	Adjoint administratif à temps non complet (30H)	1	1																
FILIERE TECHNIQUE																			
5	Ingénieur principal	1	1																
	Ingénieur	2	2	2															
4	Technicien principal de 1ère classe	1	1																
	Technicien principal de 2ème classe	2	2																
3	Technicien	1	0																
2	Agent de maîtrise principal	3	2																
	Agent de maîtrise	2	1																
	Agent de maîtrise à temps non complet (28h)	1	1																
	Adjoint technique principal de 1ère classe	1	0																
	Adjoint technique principal de 2ème classe	2	1																
1	Adjoint technique	4	3	0	1											1			
	Adjoint technique à temps non complet (25H)	1	1																
	Adjoint technique à temps non complet (20H)	2	2																
FILIERE CULTURELLE																			
	Attaché de conservation du patrimoine	1	0																
5/3	Assistant d'enseignement artistique de 1ère classe	2	2									2							
	Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	1	0																
2	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	1	1																
FILIERE ANIMATION																			
1	Adjoint d'animation	1	0									1							
FILIERE MEDICO-SOCIALE																			
6	Médecin hors classe	6	4	4							1								
	Psychologue de classe normale	2	1																
	Infirmier en soins généraux hors classe	1	1																
5	Infirmier en soins généraux de classe normale	4	2																
SOUS-TOTAL		133	100	8	2	6	0	0	0	0	1	3	1	3	0	2	0	0	0
EMPLOIS NON PERMANENTS																			
FILIERE TECHNIQUE																			
	Agent de maîtrise	5	0																
1	Adjoint technique	5	0	0															
1	Adjoint technique à temps non complet (20h)	3	0																
FILIERE ADMINISTRATIVE																			
	Attaché	3	0																
	Rédacteur	5	0																
	Adjoint administratif	40	7	7															
SOUS-TOTAL		61	7	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		194	107	15	2	6	0	0	0	0	1	3	1	3	0	2	0	0	0
																		10	


107 agents dont 10 placés en congés pour raisons de santé ,en disponibilité ou en détachement

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 30 SEPTEMBRE - CDG 62

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

 ID : 062-286200027-20210930-2021_40-DE

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIFS BUDGETAIRES	POSTES POURVUS	NON POURVUS
Filière Administrative	A	Emplois de collaborateur de cabinet			1	1	0
		Collaborateur de cabinet	Collaboratrice de cabinet		1	1	0
		Emplois fonctionnels			4	4	0
		Directeur Général des Services d'un Centre de Gestion assimilé à une commune de 80 000 à 150 000 habitants	Directeur Général des Services	Temps complet	1	1	0
		Directeur Général des Services Adjoint d'un Centre de Gestion assimilé à une commune de 40 000 à 150 000 habitants	Directeur Général Adjoint des Services	Temps complet	3	3	0
		Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux			1	0	1
		Administrateur général	Directeur Général des Services	Temps complet	1	0	1
		Cadre d'emploi des attachés territoriaux			11	6	5
		Directeur	Directeur Général Adjoint	Temps complet	1	0	1
		Attaché hors classe	Directeur Général Adjoint	Temps complet	1	0	1
		Attaché principal	Directeur Général Adjoint	Temps complet	2	0	2
			Directeur des Ressources Humaines	Temps complet	1	1	0
		Attaché	Responsable du pôle santé	Temps complet	1	1	0
			Responsable du pôle carrières/instances paritaires	Temps complet	1	1	0
			Responsable du pôle finances	Temps complet	1	1	0
			Responsable des marchés publics	Temps complet	1	1	0
			Responsable du Conseil statutaire et juridique	Temps complet	1	1	0
			Conseiller statutaire	Temps complet	1	0	1
		Cadre d'emploi des Rédacteurs territoriaux			22	17	3
			Responsable de la paie	Temps complet	1	0	1
			Responsable de l'archivage et du suivi de la documentation	Temps complet	1	1	0
			Responsable de la communication, de l'accueil et de la qualité	Temps complet	1	1	0
			Chargé de communication	Temps complet	1	1	0

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIF BUDGETAIRE	Envoyé en préfecture le 04/10/2021 Reçu en préfecture le 04/10/2021 Affiché le ID : 062-286200027-20210930-2021_40-DE	
Filière Administrative	B	Rédacteur principal de 1ère classe	Gestionnaire des marchés publics	Temps complet	1	1	0
			Cheffe de projet" pilotage du projet d'administration"	Temps complet	1	0	0
			Responsable de secteur	Temps complet	1	1	0
			Responsable partenariat CNRACL	Temps complet	1	1	0
			Responsable ou responsable adjoint	Temps complet	1	1	0
			Responsable au développement de l'emploi public	Temps complet	1	1	0
			Responsable des concours	Temps complet	1	1	0
			Chargé du suivi des lauréats et des intervenants concours	Temps complet	1	1	0
		Rédacteur principal de 2ème classe	Adjointe de gestion Ressources Humaines	Temps complet	1	1	0
			Responsable de la paie	Temps complet	1	1	0
			Responsable du Service Remplacement	Temps complet	1	1	0
			Chargé de mission Actes	Temps complet	1	0	1
			Responsable des droits syndicaux	Temps non complet 20h	1	0	1
		Rédacteur	Gestionnaire statistiques GPE	Temps complet	1	1	0
			Chargé de mission ACTES	Temps complet	1	0	1
			Responsable du Pôle recettes	Temps complet	1	1	0
			Chargé du suivi de la communication et des procédures concours	Temps complet	1	1	0
			Responsable des droits syndicaux	Temps non complet 20h	1	1	0

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIF BUDGETAIRE	Envoyé en préfecture le 04/10/2021 Reçu en préfecture le 04/10/2021 Affiché le 04/10/2021 ID : 062-286200027-20210930-2021_40-DE		
Filière Administrative	C	Cadre d’emploi des adjoints administratifs territoriaux				52	45	7
		Adjoint administratif principal de 1ère classe	Assistante à la Direction Générale	Temps complet	1	1	0	
			Responsable de la gestion carrière	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire d'arrondissement	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire administrative	Temps complet	1	1	0	
			Agent de gestion administrative	Temps complet	1	1	0	
			Secrétaire administrative Comité médical / Commission de réforme	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire du service handicap	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire des assurances statutaires	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire paie et compte analytique	Temps complet	1	1	0	
			Assistante de direction	Temps complet	1	1	0	
			Agent de gestion administrative	Temps complet	3	2	1	
			Agent d'accueil	Temps complet	1	1	0	
			Agent du service de remplacement	Temps complet	4	4	0	
		Adjoint administratif principal de 2ème classe	Agent d'accueil	Temps complet	1	1	0	
			Agent de gestion financière	Temps complet	1	1	0	
			Agent de gestion administrative	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire des marchés publics et de la plateforme	Temps complet	1	1	0	
			Secrétaire administrative au Comité médical	Temps complet	4	3	1	
			Gestionnaire administrative	Temps complet	1	0	1	
			Agent de gestion administrative	Temps complet	3	3	0	

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIF BUDGETAIRE	Envoyé en préfecture le 04/10/2021 Reçu en préfecture le 04/10/2021 Affiché le ID : 062-286200027-20210930-2021_40-DE	
			Agent du service de remplacement	Temps complet	3	1	2
			Gestionnaire de la bourse de l'emploi	Temps complet	1	1	0

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIF BUDGETAIRE	Envoyé en préfecture le 04/10/2021 Reçu en préfecture le 04/10/2021 Affiché le 04/10/2021 ID : 062-286200027-20210930-2021_40-DE		
	C	Adjoint Administratif	Agent de gestion administrative et comptable	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire des archives	Temps complet	1	1	0	
			Agent polyvalent	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire d'arrondissement	Temps complet	3	2	1	
			secrétaire médicale	Temps complet	1	1	0	
			Agent de gestion administrative	Temps complet	4	4	0	
			Secrétaire administrative Comité médical / Commission de réforme	Temps complet	2	1	1	
			Agent d'accueil	Temps complet	1	1	0	
			Secrétaire administrative Commission de réforme	Temps complet	1	1	0	
			Secrétaire chargé de la coordination des antennes médicales	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire du développement de l'emploi	Temps complet	1	1	0	
			Agent de gestion administrative et comptable	Temps non complet 30h	1	1	0	

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIFS BUDGETAIRES	Envoyé en préfecture le 04/10/2021 Reçu en préfecture le 04/10/2021 Affiché le ID : 062-286200027-20210930-2021_40-DE		
Filière Technique	A	Cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux				3	3	0
		Ingénieur principal	Chargé de mission UNI		Temps complet	1	1	0
			Délégué à la protection des données		Temps complet	2	2	0
	B	Cadre d'emploi des techniciens territoriaux				4	3	1
		Technicien principal de 1ère classe	Responsable du service reprographie		Temps complet	1	1	0
		Technicien principal de 2ème classe	Responsable du service technique		Temps complet	1	1	0
			Responsable du Système d'information		Temps complet	1	1	0
		Technicien	Chargé de mission ACTES		Temps complet	1	0	1
	C	Cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux				6	4	2
		Agent de maîtrise principal	Assistant Systèmes et réseaux		Temps complet	1	0	1
			Préventeur		Temps complet	1	1	0
			Imprimeur, reprographe/gestionnaire des stocks		Temps complet	1	1	0
		Agent de maîtrise	Assistant Systèmes et réseaux		Temps complet	1	0	1
		Agent de maîtrise	Responsable du service entretien et parc auto		Temps complet	1	1	0
		Agent de maîtrise	Agent d'entretien des locaux		Temps non complet 28 h	1	1	0

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	EFFECTIF BUDGETAIRE	Envoyé en préfecture le 04/10/2021 Reçu en préfecture le 04/10/2021 Affiché le 04/10/2021 ID : 062-286200027-20210930-2021_40-DE		
Filière Technique	C	Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux			10	7	3	
		Adjoint technique principal de 1ere classe	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1	
		Adjoint technique principal de 2ème classe	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1	
		Adjoint technique principal de 2ème classe	Webmaster	Temps complet	1	1	0	
		Adjoint Technique	Assistant Systèmes et réseaux	Temps complet	1	0	1	
		Adjoint Technique	Agents techniques polyvalents	Temps complet	3	3	0	
			Agent d'entretien des locaux	Temps non complet 25h	1	1	0	
			Agents d'entretien des locaux	Temps non complet 20h	2	2	0	
Filière Culturelle Patrimoine et Bibliothèque	A	Cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine			1	0	1	
		Attaché de conservation du patrimoine	Archiviste numérique et itinérant	Temps complet	1	0	1	
	C	Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine			2	1	1	
		Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	agent en charge du classement de l'élimination et du tri	Temps complet	1	0	1	
		Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	Archiviste	Temps complet	1	1	0	
Filière Médico Sociale	A	Cadre d'emplois des médecins territoriaux			6	4	2	
		Médecin hors classe	Médecin coordonnateur	Temps complet	1	1	0	
			Médecin de prévention	Temps complet	3	2	1	
			Médecin collaborateur	Temps complet	2	1	1	
		Cadre d'emplois des psychologues territoriaux			2	1	1	
		Psychologue de classe normale	Psychologue du travail	Temps complet	2	1	1	
		Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux			5	3	2	
		Infirmier en soins généraux hors classe	Infimière en santé au travail	Temps complet	1	1	0	
		Infirmier en soins généraux de classe normale	Infimière en santé au travail	Temps complet	4	2	2	

FILIERES	CATEGORIE	GRADE	LIBELLE EMPLOI	DUREE TRAV	TEMPS DE REPLACEMENT	POSTES EFFECTIFS POLYVALENTS	POSTES NON SURVIVUS	POSTES NON SLOW
Filière Administrative	A	Cadre d'emploi des attachés territoriaux				Envoyé en préfecture le 04/10/2021 Reçu en préfecture le 04/10/2021 Affiché le 04/10/2021 ID : 062-286200027-20210930-2021_40-DE		
		Attachés	Agent du service de remplacement	Temps complet	3	0	3	
		C	Conseiller statutaire	Temps complet	1	0	1	
	B	Cadre d'emploi des Rédacteurs territoriaux				5	0	5
		Rédacteurs	Agent du service de remplacement	Temps complet	5	0	5	
	C	Cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux				40	7	33
		Adjoint Administratif	Agent du service de remplacement	Temps complet	31	1	30	
			Agent administratif	Temps complet	5	2	3	
			Gestionnaire de la convention FIPHP	Temps complet	1	1	0	
			Opérateur de numérisation	Temps complet	1	1	0	
			Assistante de gestion administrative	Temps complet	1	1	0	
			Gestionnaire concours/ agent administratif	Temps complet	1	1	0	
Cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux				5	0	5		
Agent de maîtrise	Agent du service de remplacement	Temps complet	5	0	5			
Filière Technique	C	Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux				8	0	8
		Adjoint technique	Agent d'entretien des locaux	T.N.C (20 h)	3	0	3	
			Agent d'entretien polyvalent	Temps complet	5	0	5	



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_41-DE

DÉLIBÉRATION

2021/41

CONVENTION AVEC LE CDG 59 POUR L'UTILISATION DU LOGICIEL DE CALCUL DE L'ASSURANCE CHOMAGE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 30 Septembre 2021 à 8 heures 30, à la Salle des Fêtes de BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etait également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code du Travail, notamment son article L.5424-1 ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et aux missions des Centres de Gestion, notamment son article 25 ;

Vu la réglementation UNEDIC (Union Nationale Interprofessionnelle pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce) relative à l'assurance chômage ;

.../

Vu la délibération n° D2021_28 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord en date du 15 avril 2021 relative à la mise en place d'une prestation chômage pour les collectivités ou établissements du Département du Nord ;

Considérant les spécificités de la Fonction Publique en matière d'assurance chômage et le coût de l'investissement du logiciel de gestion des données d'assurance chômage ;

Considérant la nécessité d'apporter une solution en matière de prestation chômage aux quelques demandes des collectivités du Pas de Calais ;

Monsieur le Président expose aux membres du Conseil d'Administration que les collectivités et établissements publics sont tenus de prendre en charge le versement des allocations chômage de leurs anciens agents privés d'emploi dans les cas suivants :

- En cas de rupture conventionnelle
- En cas de refus de titularisation
- En cas de licenciement pour inaptitude physique (fonctionnaires IRCANTEC majoritairement)
- En cas de retraite pour invalidité
- En cas de révocation
- En cas de maintien en disponibilité pour absence de poste vacant lors d'une demande de réintégration suite à une disponibilité pour convenances personnelles
- Parfois suite à des démissions
- Et pour les contractuels lors des non renouvellements de contrat mais seulement en cas de non adhésion au RAC (Régime d'assurance chômage).

Considérant les demandes des collectivités et établissement en matière d'accompagnement des collectivités dans le calcul des droits aux allocations chômage et dans le suivi du dossier des agents involontairement privés d'emploi, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord a structuré une offre de services.

L'objectif de cette mission facultative est de traiter juridiquement et techniquement à la place des collectivités en situation d'auto-assurance, les demandes d'allocations chômage.

La prestation inclut :

- Le calcul du droit initial
- Le suivi mensuel de l'allocation
- La délivrance des documents à adresser aux allocataires (par exemple la lettre de notification des droits).

Le décompte du montant est communiqué à la collectivité ou à l'établissement dans le délai d'un mois à compter de la transmission par cette dernière des informations et renseignements complets.

Dans la mesure où le CDG 62 est moins sollicité dans ce domaine que le CDG 59, il est proposé de mettre en place une collaboration entre les deux Centres de Gestion sur le champ relevant de l'assurance chômage sur la base de la convention cadre (ci-jointe) et de deux prérequis :

- La réalisation de la prestation chômage par le CDG 59 pour le compte d'une collectivité ou d'un établissement affilié au CDG 62 est conditionnée par une demande expresse de l'autorité territoriale auprès du CDG 62.
- La signature de la convention d'adhésion définissant les modalités de la prestation chômage ne sera applicable qu'aux demandes ayant fait l'objet d'un accord préalable du CDG62.

/...

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le



ID : 062-286200027-20210930-2021_41-DE

Le coût de cette prestation sera facturé aux collectivités comme suit :

- Étude du droit initial → 400 €
- Étude du droit en cas de reprise, réadmission, perte d'une activité réduite conservée → 125 €
- Étude mensuelle des cumuls ARE et activités réduites → 20 €
- Étude de réactualisation des données selon les délibérations de l'UNEDIC → 15 €
- Suivi mensuel (sans activités réduites) → 0 €

Toute prestation n'entrant pas dans ce champ fera l'objet d'un devis.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *APPROUVE* le principe d'une collaboration entre les deux Centres de Gestion sur le champ relevant de l'assurance chômage ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer la convention, annexée, relative aux conditions de réalisation de la prestation chômage par le CDG 59 pour le compte d'une collectivité ou d'un établissement public affilié au CDG 62 et pour son propre compte ;
- ♦ *DECIDE* de prévoir les crédits correspondants au budget du CDG 62.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 30 septembre 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



Convention

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu les dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 25 ;

Vu la réglementation UNEDIC relative à l'assurance chômage ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration en date du 15 avril 2021 relative à la mise en place d'une prestation chômage pour les collectivités ou établissements du département du Nord;

Entre, d'une part :

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord représenté par son/sa Président·e, Monsieur/Madame dûment habilité·e par délibération du Conseil d'administration en date du 15 avril 2021.

et

d'autre part :

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas de Calais représenté par son/sa Président·e, Monsieur/Madame dûment habilité·e.

PREAMBULE

Conformément à l'article L5424-1 du Code du Travail, le régime d'assurance chômage s'applique aux agent·es fonctionnaires et contractuel·les de la Fonction Publique Territoriale. Ainsi, ces agent·es ont droit, s'ils-elles en remplissent les conditions, au versement de l'Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi (ARE) dans les mêmes conditions que les salarié·es du secteur privé.

L'ARE est versée pendant une durée déterminée, aux agent·es lorsque leur privation d'emploi est involontaire ou assimilée à une privation involontaire ou en cas de signature d'une convention de rupture conventionnelle et qui remplissent des conditions d'activité, d'âge, d'aptitude physique, de recherche d'emploi et d'inscription comme demandeur·se d'emploi auprès de Pôle Emploi.



Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord
14, rue Jeanne Maillotte - CS 71222 - 59013 Lille Cedex
03 59 56 88 00 - www.cdg59.fr

Le Cdg59 peut accompagner les collectivités et établissements territoriales·aux du département du Nord dans le calcul des droits aux allocations chômage et dans le suivi du dossier des agent·es involontairement privé·es d'emploi.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir le champ d'intervention du Cdg59 pour le compte d'une collectivité ou d'un établissement affilié·e au Cdg62 ou pour le compte du Cdg62 dans le cadre de son adhésion à la prestation chômage du Cdg59.

Article 2 : **Description de la prestation chômage**

Le Cdg59 assurera pour le compte de la collectivité ou de l'établissement en fonction de ses besoins, les prestations ci-après définies :

- étude du droit initial à indemnisation chômage (dont les études de rechargement et de droit d'option),
- étude du droit en cas de reprise ou réadmission de l'indemnisation chômage,
- étude du droit en cas de perte d'activité conservée,
- étude des cumuls de l'allocation chômage et de l'activité réduite,
- étude de réactualisation des données selon les délibérations de l'UNEDIC,
- suivi mensuel des droits à l'allocation chômage.

Le décompte du montant est communiqué à la collectivité ou à l'établissement dans le délai d'un mois à compter de la transmission par ce.tte dernièr.e des informations et renseignements complets, et en tout état de cause par la signature de la présente convention et de la convention d'adhésion par les deux parties.

Le versement des allocations reste à la charge de la collectivité ou de l'établissement.

Article 3 : **Conditions d'intervention**

La réalisation de la prestation chômage par le Cdg59 pour le compte d'une collectivité ou d'un établissement affilié-e au Cdg62 est conditionnée par une demande expresse de l'autorité territoriale auprès du Cdg62.

La signature de la convention d'adhésion définissant les modalités de la prestation chômage n'est applicable qu'aux demandes ayant fait l'objet d'un accord préalable du Cdg62.

Article 4 : **Conditions financières**

Les prestations proposées et les tarifs sont exposés selon le tableau ci-après suite à la délibération du Conseil d'Administration du Cdg59 en date du 15 avril 2021. Toute prestation n'entrant pas dans ce champ fera l'objet d'un devis.

Nature de la prestation	Tarifs en euros par dossier pour le Cdg62 et ses collectivités ou établissements affiliés obligatoires
Etude du droit initial	400
Etude du droit en cas de reprise, réadmission, perte d'une activité réduite conservée,	125
Etude mensuelle des cumuls ARE et activités réduites	20
Etude de réactualisation des données selon les délibérations UNEDIC	15
Suivi mensuel (sans activités réduites)	0

En contrepartie de la mission, le service chômage du Cdg59 facturera directement la collectivité ou l'établissement affilié-e au Cdg62 conformément aux dispositions ci-dessous.

La facturation trimestrielle s'établira sur la base des tarifs adoptés par le Conseil d'Administration au titre de l'année au cours de laquelle s'effectue l'intervention en fonction des prestations demandées.

Article 5 : **Modification de la convention cadre**

La présente convention pourra être modifiée selon :

- la modification des dispositions législatives et réglementaires régissant le fonctionnement et les missions des Centres de gestion,
- la création de la mission chômage par le Cdg62.

Article 6 : ***Résiliation de la convention***

Si l'une des parties souhaite dénoncer la présente convention, elle devra en aviser l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception.

La dénonciation prendra effet à échéance, sous réserve d'un préavis de trois mois.

Article 7 : **Litiges**

Tous litiges pouvant résulter de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Fait à Lille, le



Monsieur Éric DURAND
Président du Cdg59

Fait à le.....

Monsieur Joël DUQUENOY
Président du Cdg62



Le Cdg59 autorise la réutilisation de ses informations et documents dans les libertés et les conditions prévues par la licence (picot de la licence) sous réserve d'apposer la mention :
« Source : Cdg59, titre et lien du document ou de l'information et date de sa dernière mise à jour »

Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_41-DE

Envoyé en préfecture le 22/04/2021

Reçu en préfecture le 22/04/2021

Affiché le

SLO

ID : 059-285900023-20210415-D2021_28-DE

**Délibération du Conseil
d'Administration du Centre de gestion
de la Fonction Publique Territoriale
du Nord**

Délibération n° D2021_28

Séance du 15/04/2021

Objet : Délibération relative à la Convention-cadre d'adhésion définissant les modalités de la prestation chômage avec le Cdg62

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu les dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et aux missions des Centres de gestion et notamment son article 25 ;

Vu la réglementation UNEDIC (Union Nationale Interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) relative à l'assurance chômage ;

Vu la délibération n° D2021_28 du Conseil d'administration en date du 15 avril 2021 relative à la mise en place d'une prestation chômage pour les collectivités ou établissements publics du département du Nord.

Considérant la demande effectuée auprès du Cdg59 de la part d'une collectivité affiliée au Centre de gestion du Pas-de-Calais afin d'effectuer la prestation chômage ;

Considérant l'accord du Centre de gestion du Pas-de-calais pour l'organisation d'une collaboration sur ce champ entre les deux Centres de gestion ;

Le Président propose aux membres du Conseil d'administration :

- d'approuver le principe d'une collaboration entre les deux centres de gestion sur le champ relevant de la prestation chômage.
- de l'autoriser à signer la convention, annexée, relative aux conditions de réalisation de la prestation chômage par le Cdg59 pour le compte d'une collectivité ou d'un établissement public affilié au Cdg62.

Nombre de votant(s) : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Le Président



Envoyé en préfecture le 04/10/2021

Reçu en préfecture le 04/10/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210930-2021_41-DE

Envoyé en préfecture le 22/04/2021

Reçu en préfecture le 22/04/2021

Affiché le

SLO

ID : 059-285900023-20210416-D2021_28-DE

Eric DURAND
Maire de Mouvaux

